Compte rendu de la réunion du Conseil Municipal

du lundi 15 septembre 2025 à 20 H 30

L'an deux mille vingt-cinq, le 15 septembre le Conseil Municipal de Bouleurs, convoqué le 11 septembre, s'est réuni en séance ordinaire, dans la salle du Conseil Municipal de Bouleurs, sous la présidence de Madame Monique BOURDIER, Maire.

Étaient présents : Madame Monique BOURDIER, Monsieur Frédéric BATON, Monsieur Emmanuel BLIN, Madame Pascale COFFINIER, Madame Christine DAILLY, Monsieur Mathieu DI TINNO, Madame Caroline ESCOBAR, Monsieur, Jean-François GUERIN, Monsieur Jean-Claude MOULLIER, Madame Patricia PLATEAU Monsieur Francis RAINGEVAL formant la majorité des membres en exercice.

Absents excusés : Madame Sandrine CARLIER (COUTAREL), Madame Anne CONSTANTIN *(Pouvoir donné à Monsieur Emmanuel BLIN)*, Monsieur Mathieu MORIN, Madame Françoise VIGNERON *(Pouvoir donné à Monsieur Jean-François GUERIN)*.

Absents : Madame Marie Christine DUVILLARD, Monsieur Nicolas ROUX, Monsieur Hervé THIBAULT.

Secrétaire de séance : Madame Christine DAILLY

Après s'être assurée que le compte rendu de la réunion du 27 juin 2025 n'a fait l'objet d'aucune observation la séance est ouverte.

1. Modification de la tarification des activités périscolaires

Madame le Maire rappelle que la commune s'est toujours alignée sur les tarifs de Crécy la Chapelle notamment pendant les vacances où nous n'organisons pas d'ALSH ou lorsque nous sommes complets ; les parents inscrivent leurs enfants à l'ALSH de Crécy-la-Chapelle dans la limite des places disponibles.

Compte tenu des difficultés de pouvoir d'achat et de la conjoncture économique, il convient de décider d'une augmentation des tarifs ou du maintien à l'identique ou partiellement.

Madame le Maire présente (pour l'exemple) l'étude réalisée sur la journée du mercredi 10 septembre 2025 en recettes et en dépenses le coût de l'ALSH (en ne prenant que les salaires sans les autres charges). Les recettes des familles et de la CAF couvrent à peine 80% des seuls salaires.

Elle présente le bilan également de l'ALSH de Juillet 2025 : pour deux semaines le déficit s'est élevé à 5163.64 €. En effet, l'effectif potentiel était de 40 enfants et l'effectif réel a varié de 25 à 33. Par contre pour l'amplitude horaire nous avions 6 personnes et un stagiaire.

Une discussion s'engage pour statuer sur la tarification à mettre en place et sur les modalités d'inscriptions durant les vacances scolaires : soit à la semaine sans possibilité de fractionnement ou à la journée.

Le conseil municipal déclare qu'il n'est pas raisonnable d'avoir un tel déficit et qui est supérieur à celui de l'an dernier. Il est décidé de restreindre les places pour avoir des inscriptions correspondant au quota d'enfants par animateur et d'adapter ensuite le personnel en fonction. Mme le Maire explique que seules 3 animatrices sont à plein temps mais que les autres ont un contrat limité au temps scolaire. Il est donc nécessaire de prévoir à l'avance celles dont on aura besoin en plus pour les vacances.

Pour les vacances suivantes, il va être retenu 8 places de maternelle et 24 d'élémentaires. Nous prendrons des inscriptions en liste d'attente pour augmenter le personnel en fonction mais pas pour un dépassement de 1 ou 2 enfants.

A l'unanimité les membres proposent de conserver l'inscription avec fractionnement de jours mais en limitant le nombre d'enfants en fonction du nombre d'animateurs en place.

Le Conseil Municipal après avoir entendu l'exposé de Madame le Maire, en avoir débattu et en avoir délibéré, à l'unanimité,

Décide

- D'adopter la tarification suivante pour les mercredis et les semaines d'ALSH pendant les vacances scolaires :

Revenu fiscal de référence N-1	**1 enfant à charge**	**2 enfants à charge**	**3 enfants à charge**
	€/jour	***€/jour***	***€/jour***
De 0 à 17 000 €	**4,50 €**	**4,35 €**	**3,95 €**
De 17 001 à 24 000 €	**8,65 €**	**7,35 €**	**5,95 €**
de 24 001 à 30 000€	**10,90 €**	**9,95 €**	**8,90 €**
de 30 001 à 35 000€	**14,10 €**	**12,20 €**	**10,70 €**
de 35 001 à 46 000€	**16,75 €**	**15,15 €**	**13,95 €**
de 46 001 à 69 000€	**23,10 €**	**21,30 €**	**19,95 €**
plus de 69 000€	**28,90 €**	**27,30 €**	**25,20 €**

- D'établir un **tableau récapitulatif** des différents tarifs pour l'année scolaire 2025-2026 joint en annexe 1 qui confirme :

- Tarif du PAI : actuel : 2.70 € Proposé : 2.85 €

Madame le Maire indique qu'il est nécessaire de relever le montant des pénalités pour non-inscription pour la garderie du soir et la cantine. Madame le Maire indique que des enfants sont récupérés par les animatrices sans être inscrits par les parents ce qui perturbe l'organisation en place. Comme ce n'est plus exceptionnel mais récurrent, il convient d'être dissuasif pour permettre un accueil des enfants par groupes dans de bonnes conditions.

- **Présence d'enfants <u>sans inscription</u>** :
  - Cantine : actuel : **7 € (**au lieu de 5 €) Proposé **: <u>15 €</u>** (5 € + 10 € de pénalité)
  - Garderie du soir : rajout d'une pénalité de 5 € (3,50 € + 5 € de pénalité) : **<u>8,50 €</u>**
  - ALSH + vacances : confirmation des décisions et tarif de la délibération N° 16/2025 du 27 juin 2025
- De publier les tarifs sur les supports de communication habituelles pour les familles

2. **Modification du règlement intérieur des services périscolaires**

Une discussion s'installe sur le règlement intérieur qui doit intégrer les nouveaux tarifs ; Madame le Maire propose la délibération suivante incluant les modifications

Vu le projet de modification du règlement intérieur pour les services périscolaires.

Le Conseil Municipal après avoir entendu l'exposé de Madame le Maire, en avoir débattu et en avoir délibéré, à l'unanimité,

Décide

- De modifier le règlement intérieur cantine/périscolaire/ALSH – Etude surveillée et ses annexes pour l'année 2025-2026 à partir du **<u>1er Octobre 2025</u>** (joint en annexe à la

délibération) qui sera communiqué à tous les parents sur les supports de communication habituelles

3. **Délibérations budgétaires :**

- **Décision Budget modificatif N°1 : Mise en non-valeur des créances irrécouvrables**

Madame le Maire précise qu'il s'agit de recettes que le Trésor Public estime ne pas pouvoir récupérer. Pour cela il faut abonder le compte 6541 Pertes irrécouvrables de 235 € par un transfert de 235 € pris sur le compte 626 « frais de timbres »

Madame Le Maire informe l'assemblée délibérante que le Trésorier nous demande d'admettre en non-valeur des dettes pour lesquelles le trésorier n'a pu aboutir dans les procédures de recouvrement. Le montant pris en charge par la commune des titres à admettre en non -valeur s'élève à **234,46** € décomposées comme suit :

- ✓ Liste 7526780332 pour 119,80 €
- ✓ Liste 6593440032 pour 114,66 €

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L1612-12 à L1612-14, L2311-5 et R2311-11 à R2311-12 ;
Vu l'instruction budgétaire et comptable M57 ;
Vu la liste de Non-Valeur Liste 7526780332 du 07/08/20025 et 6593440032 du 30/07/2025 des non-valeurs dressées par Madame le Trésorier Principal de Coulommiers pour un montant de 234,46 €.

La somme de **234,46 €** sera mise en non-valeur.

Considérant que toutes les opérations visant à recouvrer des créances ont été diligentées par le comptable public de Coulommiers dans les délais légaux.

Considérant qu'il est désormais certain que ces créances ne peuvent plus faire l'objet d'un recouvrement en raison des motifs évoqués par le comptable public.

Le Conseil Municipal après avoir entendu l'exposé de Madame le Maire, en avoir débattu et en avoir délibéré, à l'unanimité,

Décide

- ➢ D'admettre en non-valeur les créances irrécouvrables pour un montant de 234,46 € selon l'état en annexe.
- ➢ Dit que les crédits nécessaires sont inscrits au compte 6541 du budget 2025.

- **Délibération budget modificatif N°2 : Opération d'ordre budgétaire**

Il convient de rattacher les frais d'études payés au compte 203 aux travaux qui ont suivi ces études entre 2020 et 2024, ce qui nous permettra de **percevoir du FCTVA sur cette somme**. C'est un simple jeu d'écriture comptable mais qui doit être entériné par une Délibération Modificative.

Madame le Maire présente la décision budgétaire modificative N°2 suivante :

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L1612-12 à L1612-14, L2311-5 et R2311-11 à R2311-12 ;
Vu l'instruction budgétaire et comptable M57 ;
Vu le budget primitif de l'année 2025 ;

Le Conseil Municipal après avoir entendu l'exposé de Madame le Maire, en avoir débattu et en avoir délibéré, à l'unanimité,

Décide

- D'adopter l'Opération d'ordre budgétaire comme suit :

Recettes d'investissement		
Chapitre 041 : compte 203 :		**+65 965,20 €**
Dépenses d'investissement :		
Chapitre 041 Investissement :	compte 212 : + 1 920.00 €	
	compte 2131 : + 58 549.20 €	
	Compte 2151 : + 5 496.00 €	
Total :	+	**65 965,20 €**

(*tableau en annexe de la délibération*)

- **Délibération budgétaire modificative N°3 : Dissolution du S.I. CES CRECY LA CHAPELLE et ses environs**

Conformément à l'arrêté préfectoral 2024/DRCL/BLI/n°25 du 09/12/2024 en pièce jointe, un abondement de trésorerie de 5 688,29 € a été réalisé au profit de la commune de BOULEURS relatif à la dissolution du Syndicat intercommunal du CES de Crécy-la-Chapelle

Le Trésor Public nous demande d'acter ce transfert au Budget section Investissement de la manière suivante :

Dépense investissement ligne 001 - 5 688,29 €
Dépense investissement compte 21… + 5 688,29 €
Cela signifie que nous diminuons le résultat du CA 2024 qui était déficitaire en investissement ; la dépense en positif sert uniquement à équilibrer.

4. **Délibération sur le rapport foncier transmis par la CACPB**

Madame le Maire présente le rapport foncier que la CACPB nous demande de valider en précisant qu'il s'inscrit dans le cadre des objectifs de la loi Climat & Résilience de 2021. Il a pour but d'aider les communes dans leur politique foncière c'est à dire :

- La diminution de consommation des espaces naturels
- La mise en place de politiques de lutte contre l'artificialisation
- L'élaboration d'un PLUi : le rapport foncier aide à évaluer les conséquences de l'urbanisation passée et à ajuster le document de planification à venir

Elle souligne qu'Il est donc important de partir d'un bon constat ; et indique qu'elle a proposé **un texte alternatif à la synthèse proposée en page 4, où elle conteste surtout la phrase « *entre 1994 et 2003 …l'urbanisation progresse à un rythme légèrement inférieur (+9.47ha) mais traduisant une dynamique territoriale soutenue et une attractivité croissante principalement portée par le développement d'activités économiques et industrielles » ….***

La loi ZAN prévoit de limiter l'urbanisation future à 1 ha ; cet urbanisme comptable va poser un problème, comme en 2014, car cet aspect comptable est incompatible avec un urbanisme de projet qui n'est pas au m² près. Le Sénat a adopté en 1ère lecture au printemps un projet de loi pour assouplir la loi ZAN mais nous ne savons pas si le Sénat a été suivi par l'Assemblée.

Pour information, la zone N derrière la mairie représente 1 ha ½.

En 2014 toutes les « dents creuses » en zone Urbanisée étaient décomptées de la surface du foncier attribué à la commune.

Après en avoir débattu le conseil municipal prend acte du rapport foncier proposé et émet les remarques suivantes :

- Prise en compte de toutes les anomalies au MOS au titre de l'activité industrielle, transmises à la CACPB le 8 juillet
- Prise en compte du texte expliquant l'attractivité de Bouleurs qui n'a rien à voir avec une activité industrielle mais qui nous semble important de connaître en préalable à la réalisation du PLUi avec à l'appui les arguments suivants ;

Le développement de la commune a commencé au début des années 80 en raison de l'ouverture de l'autoroute A4.

L'attractivité n'a pas été portée par le développement d'activités économiques et industrielles car la classification au MOS ne correspond pas à la réalité, mais bien par l'ouverture de foncier très peu cher ***entre 1980 et 1990****.*

L'arrivée de Disneyland ***en 1992*** *a considérablement augmenté l'attractivité puisque la commune a accueilli nombre d'employés cherchant à se loger dans un rayon de 10 km autour de Disney. Nous avons vu arriver des intermittents du spectacle, des cuisiniers ou agents de restauration, des tapissiers, des peintres, des cadres américains….*

Entre 1980 et 2003, la population a cru de 50% puis la croissance a ralenti puis stagné jusqu'en 2014. En 2007 nous avons même perdu une classe et sans dérogations scolaires nous en aurions perdu une 2ème. Dès 2010 la commune a donc décidé de favoriser l'arrivée de nouvelle population. La commune a révisé son POS pour le transformer en PLU, et l'a adopté en 2014, ce qui a favorisé les divisions. L'ouverture au PLU de 2ha supplémentaire à l'urbanisation a provoqué un apport de population à partir de 2016. La commune a même favorisé l'implantation de logements sociaux (33).

Après avoir dû rouvrir une classe en 2017, depuis 2024 nous sommes retombés à 7 classes au lieu de 8. Début 2025 il ne reste que 5 terrains à construire dans toute la commune.

La stratégie foncière de la commune a donc consisté à :

- ⇒ *accompagner un développement maîtrisé pour amener de la population quand l'école se vidait pour éviter de construire des équipements trop grands au bout d'un cycle de 7-8 ans.*
- ⇒ *densifier le bourg et les hameaux sans extension mais en les densifiant dans les limites de leur urbanisation.*
- ⇒ *Dès 1996 , la commune a voulu préserver 26ha de bois en créant avec l'aide du CG77 un Espace Naturel Sensible.*

Depuis une quinzaine d'années, l'activité économique a diminué. Les entreprises agricoles ont fermé. Les agriculteurs du village, à l'exception d'un seul, n'ont pas convaincu leurs enfants de reprendre leur exploitation.

Nous avons perdu : Une ferme d'élevage bovin et ovin, Une ferme de 65 vaches laitières, Une ferme de production de volailles. Il reste de la production de céréales par des agriculteurs de communes voisines qui ont repris des terres. Les fermes se sont transformées en pension pour chevaux.

Quelques entreprises artisanales se sont implantées : maçons, électriciens, coutelière, psychothérapeute….

La commune a investi dans un cabinet paramédical qui accueille : ostéopathe, orthophoniste, ergothérapeute (le kiné est parti en province).

Questions diverses :

- **Analyse financière de la Commune par le Trésor Public** : Madame le Maire présente l'analyse faite des différents ratios financiers de l'exercice 2024 qui affichent tous les voyants au « vert » ce qui démontre une bonne gestion de la Commune

Type de ratio	***Ratio Bouleurs 2024***	***Seuil d'alerte***	***Seuil de criticité***
le Coefficient d'Autofinancement Courant (CAC)	*0.83*	*0.95*	*1.05*
Coefficient de rigidité des charges structurelles (mesure la marge de manœuvre en fonctionnement)	*39.15 %*	*> 50 %*	
Couverture des charges par le fonds de roulement en nombre de jours	*282.68*	*< 60 jours*	*<30 jours*
Ratio d'endettement en années de produits réels de fonctionnement	*0.78*	*> 1.14*	*> 1.51*
Capacité de désendettement en années	*3.61*	*> 7 années*	*> 10 années*
Ratio d'indépendance financière	*0.05*	*> 0.10*	*> 0.15*
Taux d'épargne Brute	*21.56 %*	*< 10 %*	*< 7 %*

- **<u>Le point sur les travaux en cours</u>**
  - **Pôle culturel** : un rendez-vous est prévu au SDIS de Chessy le 18/09/2025 afin de lever des non-conformités mineures alors que le Permis de construire a bien été respecté.
  - **Cimetière** : tout le cimetière a été nettoyé par nos agents et les allées ont été refaites à neuf par un stabilisé renforcé par Lachaux Paysages
  - **Inauguration du square** devant la Maison des Associations : elle se déroulera mercredi 17 septembre à 9 h en présence des enfants de l'ALSH
  - Retour d'un agent des services techniques suite à un arrêt de travail et maintien d'un agent (qui a assuré son remplacement durant toute son indisponibilité) sur un poste vacant qui n'avait pas été supprimé.
  - **Journée du patrimoine** : pas de manifestation prévue
  - **Containers à vêtements** près du cimetière : face à l'état de décharge que l'on peut constater autour de cette borne avec la présence de sacs poubelles ….. jonchant le sol il a été demandé depuis 8 jours à COVALTRI de faire enlever cette borne.

Plus aucune question n'étant à l'ordre du jour la séance est levée à 22 h 45